

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS AUX PAYS-BAS : À GAUCHE, À DROITE OU PAR LE CENTRE

Le 12 septembre 2012, les Néerlandais sont allés aux urnes. Pour la cinquième fois en dix ans, ils ont élu les 150 parlementaires de leur Seconde Chambre. Ces élections ont été nécessitées par la chute du premier cabinet Rutte. C'est son parti, le VVD, qui a remporté les élections. Avec 41 sièges, les libéraux n'ont encore jamais été aussi bien représentés aux Pays-Bas. Tout comme il y a deux ans, le parti social-démocrate PvdA est arrivé deuxième avec 38 sièges. Ces résultats semblent prouver que peu de choses ont changé, mais ce n'est qu'apparence.

Revenons tout d'abord aux précédentes élections, celles de 2010, qui avaient été, elles aussi, un affrontement entre le VVD et le PvdA¹. Qui serait Premier ministre, Mark Rutte² ou Job Cohen³, l'ancien maire d'Amsterdam? Ce dernier est battu de justesse et Rutte devient Premier ministre, mais cela seulement au terme d'une période de formation terriblement longue⁴.

Les libéraux du VVD gouvernent finalement avec les chrétiens-démocrates du CDA. Étant loin d'avoir la majorité, les deux partis bénéficient du soutien du PVV, le parti populiste de droite de Geert Wilders. Un nouveau terme fait son entrée dans la politique néerlandaise: «soutien sans participation» (*gedoogsteun*). Le PVV soutient le cabinet, mais ne fournit pas de ministres. Une grande partie de la base du CDA a beaucoup de mal à accepter ce cabinet. Ce qui les gêne le plus, c'est la collaboration avec Wilders et ses critiques extrêmement dures des musulmans.

Le cabinet Rutte I tiendra donc deux ans. Finalement, il ne parviendra pas à se mettre d'accord sur les mesures d'économie à prendre. Wilders retire son soutien avant les vacances d'été de 2012 et les Néerlandais doivent retourner aux urnes le 12 septembre.

Le paysage politique a quelque peu changé au cours des deux ans du cabinet Rutte. Du moins, selon les sondages. Les partis traditionnels, CDA



Diederik Samsom.



Mark Rutte.

et PvdA, avaient chacun environ 15 des 150 sièges, le VVD restait au même niveau, mais le SP notamment était très haut dans les sondages. Le SP est le *Parti socialiste*, issu au début des années 1970 du maoïsme et du léninisme. Pendant des années, il a été un mouvement militant dont le symbole était une tomate rouge.

La tomate est restée, mais le parti est de moins en moins «contre». Il fournit des adjoints au maire dans des communes et, depuis peu aussi, des administrateurs au niveau provincial. Le SP se prépare à participer au gouvernement à la Haye. Son dirigeant, Emile Roemer⁵, engage la lutte contre le Premier ministre Rutte.

Pendant longtemps, tout porte à croire que ce sera le scénario des élections. Les socialistes de gauche et les libéraux se disputeront le plus haut score, les traditionnels chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates arriveront derrière et les Verts resteront sur le carreau.

Au mois d'août, la campagne électorale commence vraiment. Avec, pour le PvdA, un nouveau dirigeant. S'étiolant dans l'opposition, Cohen, l'ancien maire d'Amsterdam, est remplacé par l'énergique Diederik Samsom, ancien porte-parole et directeur de campagne de *Greenpeace*. La campagne est menée surtout à la télévision où les débats se succèdent. Depuis une position impossible, Samsom s'affirme soudain. Les sociaux-démocrates montent en flèche après qu'il a été proclamé vainqueur des premiers débats.

L'ancien responsable de *Greenpeace* se profile en homme d'État, selon les observateurs. Il est au-dessus des partis, ne se fâche avec personne, déclare qu'en cette période de crise il faut chercher la coopération, non la polarisation. Ce message est bien accueilli, en tout cas dans les sondages. Le duel entre Roemer et Rutte devient un duel entre Samsom et Rutte. D'après les téléspectateurs, Roemer du SP n'a pas été très bon dans les débats et son parti baisse dans les sondages. Autant le SP faiblit, autant monte l'étoile des sociaux-démocrates.

Les derniers sondages avant les élections attribuent au VVD et au PvdA environ 33 sièges chacun. Mais jusqu'au dernier moment, plus de 40% des Néerlandais ne savent pas encore exactement pour qui ils vont voter. Dans les années 1970, l'électeur néerlandais savait clairement pour qui il allait voter, mais ces dernières années, il hésite. Les partis populistes sont devenus très populaires. Le parti de Pim Fortuyn, le leader assassiné en 2002, avait remporté cette année-là une écrasante victoire (26 sièges). Une fois ce parti disparu, l'islamophobe Wilders est devenu extrêmement populaire (24 sièges).

En 2012, les Néerlandais votent finalement pour d'anciens partis. Le VVD du Premier ministre Rutte progresse, suivi de près par le PvdA. Les résultats ne ressemblent en rien aux sondages d'avant les vacances d'été. Les électeurs ont voté stratégique, disent les analystes. Beaucoup ont voté VVD pour éviter que le PvdA prenne trop d'importance, et vice versa.

C'est ainsi que le SP ne connaît pas la croissance qu'il avait tant espérée (il stagne à 15 sièges) et que les Verts sont pratiquement balayés (de 10 à 4 sièges). Le PVV de Wilders recule énormément (de 24 à 15 sièges) et les chrétiens-démocrates du CDA peuvent, eux aussi, aller lécher leurs plaies (de 21 à 13 sièges). Le seul parti d'une certaine ampleur paraissant en mesure de résister à la polarisation entre le VVD et le PvdA est D66, le parti des libéraux de gauche (de 10 à 12 sièges).

Fin octobre 2012, un gouvernement réunissant libéraux et sociaux-démocrates a été constitué. En dépit de multiples dissensions internes au sein du VVD et du PvdA, Rutte et Samsom ont réussi à se mettre d'accord en un peu plus de cinq semaines, un délai singulièrement court pour les Pays-Bas. Ce cabinet Rutte II va maintenant s'atteler à la difficile tâche de réaliser 16 milliards d'économies. La suppression de la déduction fiscale des remboursements hypothécaires ne fera pas le bonheur des libéraux, tandis que la diminution d'un milliard d'euros au détriment de la coopération au développement ne sera pas spécialement du goût des sociaux-démocrates. Un donnant, donnant. Au prix duquel les protagonistes peuvent clamer leur satisfaction d'avoir, malgré leurs divergences de vues, formé un gouvernement promis à la stabilité.

JORIS VAN DE KERKHOF

(TR. E. CODAZZI)

- 1 Voir *Septentrion*, XXXIX, n° 3, 2010, pp. 85-86.
- 2 Voir *Septentrion*, XL, n° 1, 2011, pp. 102-103.
- 3 Voir *Septentrion*, XXXV, n° 1, 2006, pp. 82-83.
- 4 Voir *Septentrion*, XXXIX, n° 4, 2010, pp. 82-83.
- 5 Voir *Septentrion*, XLI, n° 2, 2012, pp. 90-91.